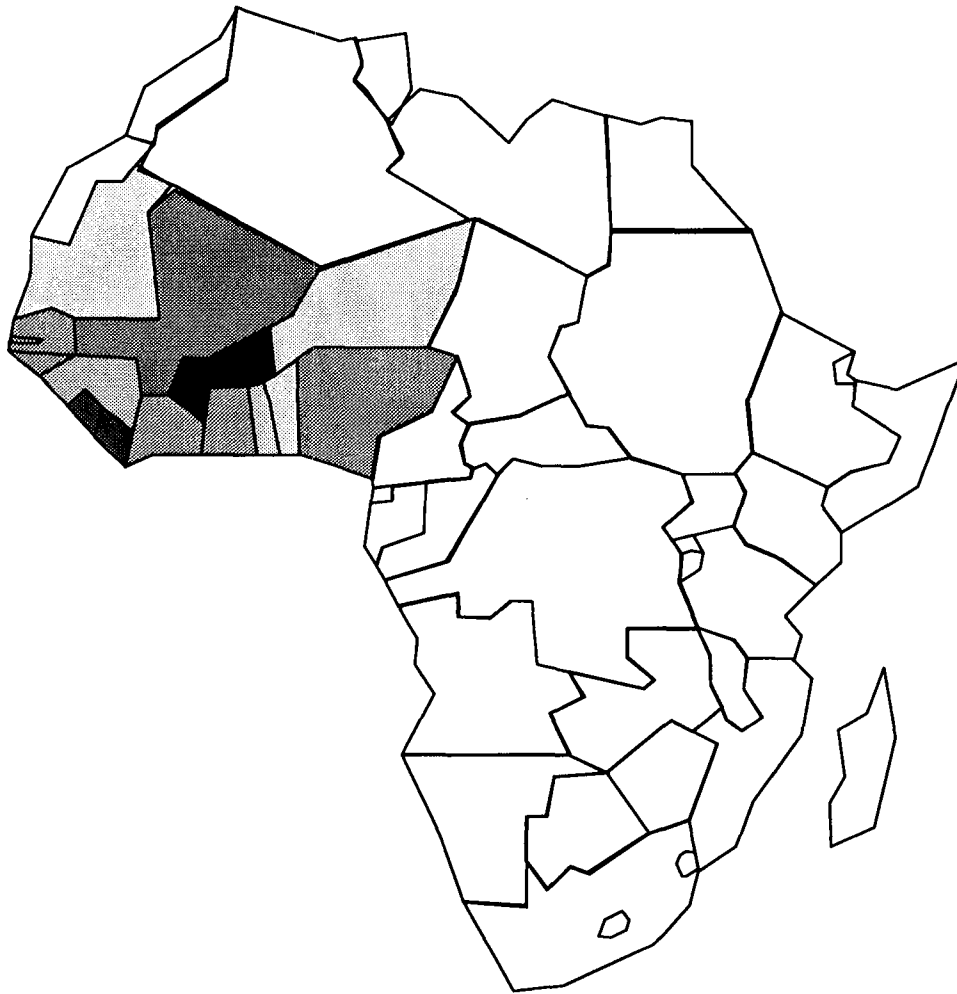


MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



**LE LEADERSHIP POLITICO-DIPLOMATIQUE
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

CDT Alioune WADE (Senegal)
CID-DIV A-GPT 3

INTRODUCTION

En analysant le contexte actuel des relations internationales, on ne peut manquer d'être surpris par la coïncidence somme toute heureuse, entre l'accroissement des crises et la volonté grandissante des pays de contribuer à leurs règlements.

Cette dynamique est cependant loin de s'inscrire dans une ligne de bénévolat philanthropique. Les pays s'engagent de plus en plus dans des actions de règlement de conflits, avec l'espoir de conforter leur audience internationale. Pour la même raison, ils s'appliquent aussi à susciter et à consolider autant que possible la prépondérance de leurs positions dans les organisations inter-étatiques, ou dans des espaces géopolitiques définis.

Ce phénomène n'épargne pas l'Afrique occidentale. Il mérite qu'on y prête une attention toute particulière, dans la mesure où il crée les conditions d'une véritable compétition entre les Etats de cette région pour s'assurer le «leadership» local. L'analyse de la situation géopolitique en Afrique de l'ouest servira donc à comprendre les actions et réactions de ces Etats dans le cadre de cette compétition.

Ce faisant, il est possible d'affirmer que le contexte géopolitique actuel en Afrique de l'ouest est caractérisé par des symptômes perceptibles d'ambitions, tempérées par des handicaps majeurs. Ceci fait prévaloir une situation de statu quo au sujet d'un éventuel leadership sous-régional.

Cette situation procède de la conjugaison des facteurs paralysants que sont les handicaps majeurs des pôles potentiels, certains courants de forces externes et enfin la multiplicité de particularismes endogènes.

1. HANDICAPS DES POLES POTENTIELS

En Afrique de l'ouest, on peut considérer sans risque de se tromper que le Nigéria, le Sénégal et la Côte d'Ivoire constituent les trois pôles virtuels, pouvant prétendre à la place de locomotive des relations internationales dans la région. Le traditionnel dynamisme politico-diplomatique du Sénégal est aujourd'hui à la croisée des chemins avec les ambitions désormais bien affichées du Nigeria et à un degré moindre de la Côte-d'Ivoire. Les motivations de ces protagonistes déclarés sont aussi diverses que variées. Elles sont pour l'essentiel d'ordre politique et économique.

Cependant, malgré les initiatives et les efforts consentis par ces trois pays, aucun d'entre eux ne semble pouvoir se détacher à court ou moyen terme. En fait, aucun parmi eux ne possède à la fois et de manière suffisante les leviers politiques, militaires et économiques capables de soutenir avec efficacité une ambition déclarée de «leadership» dans la région.

Le Nigéria

Avec une population estimée à plus de cent millions d'habitants et des ressources énergétiques importantes, le Nigéria est présenté comme un des géants d'Afrique.

Le Nigéria s'active par le biais d'initiatives au niveau sous régional à rompre l'isolement diplomatique dont il est à présent l'objet. Avec une contribution de plus de quarante (40) millions de dollars, et de plus des trois quarts des effectifs et des matériels militaires déployés au sein de la force ouest-africaine (ECOMOG) pour le retour de la paix au Liberia, ce pays entend s'imposer comme un partenaire incontournable dans toute action de gestion de crise dans la sous-région. La proposition d'aide à la Gambie après la rupture de la confédération qui liait ce pays au Sénégal, plus récemment son engagement spectaculaire dans le règlement de la crise en Sierra-Léone concourent aussi à l'offensive de charme du Nigeria pour rompre cet isolement.

Ce pays est avantagé dans sa quête de «leadership» par des capacités économiques et militaires supérieures à celles de ses concurrents potentiels. Il est cependant mal servi par une image politique intérieure décriée.

Forte de plus de quatre vingt dix (90) mille hommes et bien équipée, l'armée nigériane est la plus importante en Afrique de l'ouest. Ses capacités militaires de projection et de soutien durable de forces sur un théâtre ouest-africain sont réelles. Son enlisement dans le bourbier libérien où elle soutient l'effort principal au sein de l'ECOMOG ne semble guère avoir affecté ou altéré les capacités évoquées ci-dessus. Au contraire, elle semble trouver un second souffle, comme en témoigne la promptitude de sa réaction et de son engagement pour le rétablissement de la légalité constitutionnelle, après le coup d'état survenu dernièrement en Sierra-Léone.

L'économie du Nigeria est globalement caractérisée par une bonne productivité et une balance commerciale positive. Ceci lui confère une relative ascendance sur les autres pays de la sous-région. Les ressources de cette économie peuvent alimenter sans risque de paupérisation un effort de rayonnement externe limité à l'aire géopolitique ouest-africaine. Toutefois, il convient de ne pas éluder la relative fragilité de celle-ci, liée au fait qu'elle repose essentiellement sur les ressources tirées de l'exportation de produits pétroliers. Avec 98% des recettes d'exportation qui proviennent de la vente de produits pétroliers, l'économie du Nigeria est à la merci des évolutions des cours de cette matière première et de certaines autres forces.

Sur le plan politique, l'ambition de rayonnement extérieur du Nigeria est malmenée par certains particularismes, voire certaines tares inacceptables et dénoncées par la communauté internationale. En effet, la confiance et la sympathie des autres pays si nécessaires à leur acceptation d'un quelconque leadership s'accroissent mal de l'instabilité politique, de l'absence de démocratie et du non respect des droits de l'homme qui prévalent dans ce pays. La pleine mesure du rayonnement externe du Nigeria en Afrique de l'ouest ne pourra pas aboutir tant que ces particularismes perdureront.

Le Sénégal

Situé à l'extrémité occidentale de la sous-région, le Sénégal a une vocation historique de contact. Il a joué précocement le rôle de plaque tournante des échanges entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, ainsi que d'espace de contact entre l'Afrique subsaharienne et le monde arabe.

Bien qu'il soit de superficie et de population modestes, le Sénégal a exercé un fort rayonnement extérieur, bien entretenu par l'espoir de retombées économiques. La bonne image du Sénégal est perçue comme le gage du maintien de sa place de choix dans le secteur diversifié de l'aide internationale. Il reçoit aujourd'hui plus de quatre fois l'aide moyenne par habitant distribuée en Afrique subsaharienne.

La multiplicité des engagements de ce pays dans les actions en faveur de la paix à travers le monde marque une réelle volonté de rayonnement externe. Celle-ci est

bien servie par le respect et la confiance dont jouissent sa diplomatie et ses cadres au sein des organismes internationaux.

Rapportée au cadre géopolitique de l'Afrique de l'ouest, l'influence du Sénégal s'appuie sur des avancées politiques indéniables par rapport à ses concurrents potentiels. Qualifié d'exception politique en Afrique, le Sénégal a toujours donné l'image d'un pays stable, pionnier dans le domaine des libertés fondamentales. En effet, les libertés démocratiques et le multipartisme instaurés avant que la vague de contestation contre les pouvoirs autoritaires ne secoue l'Afrique, donne à l'expérience sénégalaise un caractère d'exemplarité. Jouissant ainsi d'une bonne image sur la scène internationale, l'implication du Sénégal dans la gestion des problèmes liés aux relations internationales s'en trouve réconfortée. Les postes de responsabilités élevés occupés par des cadres sénégalais au sein d'organismes internationaux, ainsi que la multiplicité des médiations pour le règlement de crises essentiellement en Afrique, constituent un indicateur probant d'un poids politique et diplomatique réel de ce pays.

Sur le plan militaire, l'armée sénégalaise peut être considérée comme l'une des mieux structurée et entraînée en Afrique de l'ouest. Sans détenir en terme quantitatif les capacités de l'armée nigériane, elle force le respect dans la sous-région. Elle jouit d'une grande réputation dans la région où on lui reconnaît une maîtrise professionnelle tirée de ses multiples engagements externes en faveur du maintien de la paix. Sa contribution au rayonnement extérieur du Sénégal va certainement s'accroître avec la naissance du nouveau concept de renforcement des capacités de maintien de la paix des forces africaines, dans lequel elle doit pouvoir jouer un rôle majeur. A cet égard, il est permis d'entrevoir dans l'action prépondérante que joue le contingent sénégalais au sein de la mission de surveillance des accords de Bangui (MISAB) en Centre-Afrique, les prémices d'un rôle central futur qui devra être dévolu à l'armée sénégalaise au sein de la force qui naîtra de ce nouveau concept. (L'armée sénégalaise a le plus important contingent dans la MISAB, détient le poste d'adjoint de la force, et fournit dans sa totalité l'élément d'intervention blindé. Ce dernier détail a son importance car il marque un signe extérieur de confiance d'autant plus grande, que l'armée française n'a pas hésité à confier d'emblée ses matériels blindés déjà sur place, au détachement sénégalais pour l'exécution de la mission.)

En terme de ressources économiques, le Sénégal occupe une place plus modeste que les autres. Son ambition de rayonnement politique et diplomatique souffre de la modicité de ses possibilités financières. Pour pallier ces difficultés, un effort soutenu de redéploiement, de réarticulation et de réduction de ses représentations diplomatiques est entrepris.

La Côte-d'Ivoire

Qualifiée de «miracle économique» grâce à une forte croissance observée pendant les deux décennies qui ont suivi les indépendances, la Côte-d'Ivoire n'a jamais masqué sa volonté de jouer un rôle politique plus conforme à son poids économique. Cette volonté est d'autant plus vivace qu'elle naquit avec son accession à l'indépendance. Celle-ci lui offrait en effet la possibilité de disposer seule de ses ressources après avoir été la « vache à lait » de l'Afrique Occidentale Française (AOF) et prétendre jouer par voie de conséquence un rôle d'avant-garde dans la région. Certains témoignages affirment d'ailleurs que la Côte d'Ivoire joua un rôle prépondérant dans l'échec de la fédération du Mali, qu'elle percevait comme un substitut de l'AOF susceptible d'être encore dominé par le Sénégal.

L'armée ivoirienne est de taille modeste. Sa mission semble être exclusivement tournée vers la défense et la sécurité intérieures du pays. Elle ne paraît

pour l'heure détenir ni les moyens, ni la vocation de devenir un instrument potentiel de la politique extérieure de la Côte-d'Ivoire.

Sur le plan économique, la formidable croissance enregistrée pendant les deux premières décennies après les indépendances s'est considérablement atténuée. Le besoin de rayonnement externe que justifiait en grande partie cette bonne santé économique a fortement diminué avec la récession, laissant libre cours à plus de réalisme.

Enfin, malgré la personnalité de son premier président dont l'audience internationale fut reconnue, la Côte d'Ivoire n'est jamais parvenue à se départir de son introversion politique pour résolument s'investir sur la scène extérieure. En fait, l'ardeur des dirigeants a surtout été consommée par la nécessité de solidifier le sentiment national dans ce pays, fortement porteur depuis son indépendance de germes déstabilisateurs liés aux disparités ethniques et religieuses.

2. CHAMP DE FORCES EXTERIEURES

Depuis les indépendances, la réalité d'un pays émergent en Afrique de l'ouest et justiciable de la reconnaissance des autres pays n'a pu advenir, en raison de la forte emprise d'influences externes sur les politiques des Etats.

Influences politiques

En réalité, la notion d'appartenance à une même aire géographique a été pendant longtemps étouffée par l'alignement à des blocs idéologiques et politiques. Les pays de la région ont ainsi pris l'habitude de privilégier le recours et la bénédiction de puissances tutélaires, plutôt que le consensus autour d'un pays phare parmi eux pour exprimer leurs aspirations politiques. Le rapprochement entre les pays de la région a souffert de l'élargissement de la guerre froide à l'Afrique, aussi longtemps que celle-ci a duré. L'ancrage des anciennes puissances coloniales par le biais de partenariats politiques, économiques et militaires mérite d'être salué dans une certaine mesure, car nul n'ignore les profits que la quasi-totalité des pays de la sous-région ont eu à en tirer. Toutefois, on ne peut manquer de souligner que l'obligation de fidélité ainsi engendrée par ces parrainages, reste aux antipodes de l'émergence politique probable d'un pays tiers dans la sous-région. Elle fut à l'origine et a alimenté aussi longtemps que la guerre froide a duré la ligne de fracture entre les pays selon leurs sympathies à l'Est ou à l'Ouest. Cette même ligne de fracture est perceptible dans le contexte d'opposition larvée entre pays anglophones et pays francophones.

Emprises des milieux d'affaires

Ainsi, l'avènement d'un leadership local en Afrique de l'ouest est compromis à cause de l'influence de forces politiques et idéologiques extérieures. Celles-ci semblent aujourd'hui reculer, mais au profit d'autres forces liées au phénomène nouveau de mondialisation. Une ère nouvelle marquant une emprise plus forte des milieux d'affaires sur les politiques s'instaure. Ce phénomène mérite d'être suivi avec une attention critique, malgré les espoirs de retombées économiques qu'il suscite.

Une des conséquences de ce phénomène se traduit par la réduction des ressources nécessaires à soutenir les ambitions de rayonnement externe des pays touchés. En effet, même si les retombées économiques de l'ouverture à l'investissement étranger sont indéniables, il n'est pas vrai qu'elles constituent autant de viatiques à la disposition de pays en quête de reconnaissance extérieure. Les ressources générées sont de plus en

plus le fait et la propriété d'entités privées moins disposées à sacrifier le produit de leurs investissements pour des causes sans liens avec leurs intérêts et préoccupations.

L'accroissement de la privatisation des ressources ne constitue pas le seul facteur limitatif des moyens de politique externe des pays en Afrique de l'ouest. D'une manière beaucoup plus directe et directive, les organismes bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International interviennent sur les politiques des pays par l'entremise de conditions auxquelles sont souvent liées les aides qu'ils leur accordent. De ce fait, les pays sont de plus en plus soumis à des politiques d'ajustement restrictives qui les contraignent à plus de mesure dans leurs ambitions de rayonnement externe.

Enfin, si tant est que les conséquences de l'emprise des milieux d'affaires sur les politiques de ces Etats demeurent encore acceptables en étant limitées à la restriction des ressources, on ne peut cependant manquer de s'inquiéter des risques de dérives déjà observées dans d'autres régions en Afrique. Lorsque l'aveuglement moral dérive des enjeux et gagne des sociétés d'affaires prêtes à employer tous les moyens pour parvenir à leurs fins, il y a lieu de s'inquiéter non seulement des possibilités d'initiatives politiques des pays otages, mais de la vie même de ces pays.

A cet égard, il convient de se remémorer les derniers bouleversements survenus en Afrique centrale. Dans le cas plus récent du Congo, l'avenir nous fixera sur la part de responsabilité des sociétés étrangères pointés du doigt dans la guerre fratricide qui vient de secouer ce pays. Beaucoup d'observateurs n'hésitent pas d'ailleurs à qualifier celle-ci de « guerre du pétrole ». S'agissant de l'ex Zaïre, la présomption d'innocence ou de probité morale est difficile à retenir pour des sociétés ayant établi des contrats avec une partie, alors que le sort de la guerre était loin d'être décidé. Ces ferments de destabilisation méritent d'être évoqués parcequ'ils ne sont pas seulement l'apanage de l'Afrique centrale.

Des facteurs de conflits similaires sont perceptibles en Afrique de l'ouest.

En se référant au cas du Nigéria, on persiste à donner une coloration toute politique et culturelle à la fronde du peuple OGONI. Mais, ne pourrait-on pas aussi entrevoir dans cette crise l'égoïsme d'une minorité grisée par la perspective de contrôler à son seul profit les riches champs pétrolifères de son terroir, discrètement soutenu et alimenté par des sociétés d'affaires en quête de profits?

Ne peut-on pas croire que la convoitise par ces mêmes sociétés des richesses diamantifères et aurifères dont recèlent des pays comme le Liberia ou la Sierra-Leone soit à l'origine pour une bonne mesure des situations conflictuelles enregistrées dans ses pays?

A l'évidence, toutes ces questions auxquelles on est tenté de répondre par l'affirmative prouvent que les Etats de l'Afrique de l'ouest éprouvent de réelles difficultés pour se libérer de l'emprise de forces extérieures autrement plus puissantes. Qu'elles soient politiques, idéologiques ou économiques, ces forces demeurent une entrave à la liberté d'action de ces Etats dans leurs initiatives de positionnement et de rayonnement politique extérieur.

3. PARTICULARISMES ENDOGENES

Le desserage de l'emprise de courants externes sur les politiques des états est une condition nécessaire à l'avènement d'un quelconque leadership en Afrique de l'ouest. Ce n'est cependant pas une condition suffisante. En fait, si l'émergence d'un pays phare dans la région tarde à se concrétiser, c'est aussi parce qu'ils sont victimes dans leur quasi totalité de particularismes rédhibitoires tels que les tensions et conflits internes et l'absence d'identité régionale.

Crises internes

Les multiples crises internes constituent autant d'épines sous les pieds des pays en quête de leadership dans la région.

Au plus fort de la guerre au Liberia, le Sénégal a retiré son contingent de l'ECOMOG pour les besoins d'un redéploiement dans sa région sud, où il est confronté au mouvement séparatiste casamançais. Cet acte a indubitablement contribué à l'affaiblissement de la position du Sénégal dans la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à l'avantage du Nigeria qui ne cesse de multiplier les initiatives pour se ménager et conforter une place prépondérante dans la sphère géopolitique de la région.

S'agissant de la Côte-d'Ivoire, l'investissement politique interne fut privilégié dès son accès à l'indépendance pour cimenter un sentiment national menacé par les clivages ethniques et religieux. En outre, si ce pays ne cherche pas à s'investir dans des opérations extérieures en faveur de la paix, c'est parce qu'il redoute d'hypothéquer ses moyens militaires, alors que la menace de débordement du conflit actuellement éteint du Liberia pèse sur sa sécurité.

Quant au Nigeria, les gesticulations politiques actuelles auxquelles il se livre ne doivent pas masquer la situation interne explosive qui prévaut dans ce pays. Les particularismes d'ordre religieux, ethnique et économique qui ont conduit à la guerre de sécession du Biafra sont loin d'être conjurés. Certains esprits considèrent le régime dictatorial en place dans ce pays comme une nécessité qui répond au besoin de rigueur et de fermeté indispensables, pour éviter l'implosion de l'état fédéral.

Absence d'identité régionale

Comme déjà indiqué, l'émergence d'un pays leader en Afrique de l'ouest ne peut advenir sans un consensus et sans l'acceptation des autres pays de sa position comme telle. A présent, l'éventualité de ce nécessaire consensus est à écarter, si on se réfère aux profondes lignes de fractures culturelles qui traversent la région.

La méfiance voire l'opposition chronique qui alimente les rapports entre pays anglophones et francophones peut être interprétée comme la manifestation de différences culturelles majeures entre ces types de pays. Les francophones de nature plus réfléchis, voire attentistes voient souvent d'un mauvais oeil l'impétuosité du style anglophone. La hantise de l'aventurisme les tenaille dès l'instant qu'il s'agit de s'aligner sur une initiative politique d'un pays anglophone dans la région. Le lâchage du Nigéria, seul pays militairement engagé et actuellement empêtré dans le conflit en Sierra-Léone s'explique en partie par cet état d'esprit.

Autant que la nécessité de dépasser cet antagonisme culturel né du passé colonial, l'identité régionale utile au consensus autour d'un pays phare aura besoin d'une perception moins introvertie des notions de souveraineté et de pouvoir de la part des autorités et des populations. Pour la plupart, admettre une quelconque prééminence du voisin et accepter d'être dirigé même pour exprimer une communauté d'intérêts évidente, équivaut à un abandon de souveraineté. Ceci s'explique peut-être par le fait que l'exercice du pouvoir et de la souveraineté est l'apanage de ces jeunes pays depuis seulement quelques décennies. C'est cet état d'esprit qui fut pour une bonne part à l'origine de l'éclatement de la fédération du Mali, projet unique d'intégration en Afrique de l'ouest au moment des indépendances. Il peut aussi être évoqué pour justifier la dénonciation et le retrait de la Gambie de la confédération qu'elle avait établie avec le Sénégal depuis 1981. On se rappelle qu'en 1981 l'armée sénégalaise avait du intervenir

pour rétablir en Gambie la légalité constitutionnelle après un coup d'état. La confédération qui fut mise sur pied suite à cette intervention aura eu le mérite pendant sa durée d'existence, d'assurer la sécurité et la stabilité dans ce pays. On sait ce qui est advenu au régime remis en place par les troupes sénégalaises après le départ de ces dernières de la Gambie.

CONCLUSION

Au moment où l'Afrique a le plus besoin d'unité et d'intégration, se lancer dans des imprécations pour déterminer un favori dans une compétition entre ses nations est un non sens. L'évocation d'un probable leadership régional en Afrique de l'ouest n'aura donc un intérêt que si elle permet à contrario de prendre conscience d'une possible communauté d'intérêts et de destins entre les pays de la région. D'autant plus que l'ambition de leadership est sans intérêt vital et relève de l'utopie, quand on se réfère aux multiples facteurs rédhibitoires que constituent les handicaps des pays déclarés potentiels, l'influence de forces politiques, idéologiques et économiques extérieures, ainsi que certains particularismes endogènes. En effet, certains pays semblent bien déterminés à jouer un rôle majeur dans la région, mais ils ne détiennent pas tous les atouts économiques, politiques et militaires nécessaires à leurs ambitions. En outre, malgré l'opinion de plus en plus répandue que l'Afrique ne représente plus un enjeu stratégique de valeur, elle n'est pas pour autant libérée des tutelles politiques, ainsi que de l'influence des milieux d'affaires. Ceci, autant que la multiplicité des crises et l'absence de continuité culturelle contribue à réduire la liberté d'action politique des états africains et par conséquent leurs ambitions externes de rayonnement. Dès lors, il convient de se satisfaire de cette situation de relatif nivellement des valeurs politico-diplomatiques des pays de la région. C'est peut-être le gage du nécessaire rapprochement entre ces pays pour promouvoir ultérieurement leurs intérêts communs.

